

EDEM KODJO

Président de PAX AFRICANA, ancien Premier ministre du Togo, Ancien Secrétaire général de l'OUA (U.A), ambassadeur de la Paix de l'U.A

Mes premiers mots iront à Monsieur Thierry de Montbrial, Président-Fondateur du World Policy Forum. Monsieur le Président de l'IFRI, vous avez eu l'amabilité de m'inviter à ce forum. J'accepte cette invitation avec un grand plaisir et une profonde gratitude.

Enfin, il me plaît de saluer la présence d'éminentes personnalités à ce grand carrefour de cette science cardinale qu'est la Géopolitique. La participation impressionnante d'hommes et de femmes de culture et du monde des savoirs, ceux qui font la carte du monde, confirme, si nécessaire, le rôle crucial de la World Policy Conference comme carrefour incontournable de la réflexion sur l'évolution des relations internationales et diplomatiques.

Les différentes questions inscrites au programme de cette édition révèlent à quel point l'espace et le temps façonnent les êtres humains et leurs structures politiques, administratives, économiques et environnementales.

Distingués Participants,

Mesdames, Messieurs,

L'Afrique, le Continent primordial a une place importante dans le présent forum.

Le résumé du thème évoque à suffisance, l'état de l'Afrique, sa position actuelle et ce qu'elle entend être dans le concert des nations. Oui l'Afrique est une terre de paradoxes, oui l'Afrique est une terre aux grandes ambitions.

En Janvier 1789, à la veille de la Révolution française, l'Abbé SIEYES dans sa célèbre brochure sur le Tiers-Etat écrivait :

« Qu'est-ce que le Tiers-Etat ? TOUT.

Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? Rien.

Que demande-t-il ? A être quelque chose ».

Mutadis, mutadis, cette célèbre interrogation pourrait être appliquée à l'Afrique d'aujourd'hui. Car cela me paraît bien évident, l'Afrique est effectivement Tout. Tout par son immense potentiel, sa massivité, son foisonnement culturel.

Cependant, elle n'est rien, sinon pas grand-chose dans l'ordre international de notre temps. (Regardez sa part dans le commerce et l'économie mondiale : 2% en 2010).

Malgré cela, elle demande à devenir quelque chose... et elle est sans doute en train de le faire.

Jadis, objet de curiosité des explorateurs, proie des bâtisseurs d'empires et rêve des missionnaires, colonisée plusieurs siècles durant, l'Afrique finit par être divisée et partagée entre les puissances étrangères et plus précisément européenne.

La balkanisation de ce Continent, opérée par la Conférence de Berlin de 1884-1885 entrava le cours de son histoire et porta une atteinte grave à sa construction politique et à son progrès.

Avec les immenses potentialités agricoles, minières et humaines dont elle dispose, l'Afrique, Berceau de l'humanité (on en convient tous aujourd'hui), aurait pu se construire et atteindre un niveau de progrès incontestable. Mais hélas ! Ballotée par des vents contraires, secouée par toutes sortes de vicissitudes qui l'orientèrent tantôt à l'ubac tantôt à

l'adret pour parler comme un géographe, la terre des matières premières d'importance stratégique, comprenant de grands pays qualifiés de scandales géologiques à cause de leurs nombreuses et précieuses richesses, est restée le Continent le moins développé de la planète. La « Terra incognita » victime des assauts prédateurs de l'histoire, tourne, tourne, tourne comme si elle avait perdu et la boussole et le portulan.

Cet état de développement de l'Afrique ne peut que paraître paradoxal, incompréhensible, voire en contradiction avec sa force réelle, sa force vitale. Peut-on comprendre et encore moins accepter que le Continent africain ne parvienne pas à se prendre en charge pour amorcer un processus de développement conséquent qui garantisse sa prospérité et son indépendance ? Point n'est besoin ici de s'attarder sur ses richesses intrinsèques et d'énumérer ce chapelet confondant de ce qu'elle détient dans son sous-sol et sur son sol. Je trouve cette énumération irritante, énervante, affligeante, aussi je vous en ferai grâce.

Comme vous le savez, les cinq dernières années ont été exceptionnelles à bien des égards pour l'Afrique. Elles ont été des années d'épreuves, marquées par de nombreuses crises, tant politiques qu'humanitaires. C'est vrai en particulier du Mali, dont l'avenir nous préoccupe tant.

Mais je vous invite à les percevoir comme des années qui ont ouvert de nombreuses opportunités : celles d'une relation que nous espérons enfin apaisée entre le Soudan et le Soudan du Sud, à la suite de l'accession à l'indépendance de ce dernier ; celles d'une Somalie, où pour la première fois depuis deux décennies, se dessine une véritable perspective de sortie de crise ; celles d'un renforcement de la démocratie sur le continent dans le prolongement des soulèvements populaires en Afrique du Nord ; celles d'une stabilisation de l'Afrique de l'Ouest avec le dénouement de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire ; celles de la confirmation du renouveau politique et économique du continent. Le Burundi, la République centrafricaine, les Comores, la République démocratique du Congo et le Liberia, malgré les difficultés et quelquefois les reculs, ont franchi des étapes décisives dans leur quête d'une paix durable. Bien évidemment, vous me direz : "et le Mali ?"

En effet, nos populations continuent de payer un prix élevé à la poursuite de conflits en différents endroits du continent. La question de la sécurité dans la bande sahélo saharienne et les retombées de la crise libyenne continuent d'être un sujet de grande préoccupation, surtout au regard de la prolifération d'armes de toutes sortes dans une région confrontée à de nombreux défis.

Mais je peux vous assurer que beaucoup d'éléments peuvent être mis en avant pour fonder notre optimisme quant à l'avenir économique de notre continent, qu'ils se rapportent à la réduction des déficits et de l'inflation, à l'accroissement de la productivité, à l'émergence, toutes proportions gardées évidemment, d'une classe moyenne, ainsi qu'à l'apparition d'une génération d'hommes et de femmes d'affaires portés sur l'investissement productif, créateur d'emplois et de richesses.

Tenez, malgré une conjoncture internationale difficile, la croissance sur le continent est restée robuste pour l'année 2011, atteignant en moyenne 5 à 6%. Plusieurs pays ont dépassé ce chiffre, certains même approchant ou réalisant des taux de croissance à deux chiffres.

Mesdames et Messieurs,

L'Afrique aborde son avenir avec de sérieux atouts : des ressources naturelles immenses et variées ; un environnement sécuritaire en amélioration constante ; une gouvernance démocratique qui se consolide, malgré les formidables défis qui restent à surmonter ; une croissance économique qui s'inscrit maintenant dans la durée, soutenue qu'elle est par des facteurs endogènes ; une population jeune dont le talent ne demande qu'à éclore et à s'épanouir, dans l'innovation scientifique et technologique, les sports, l'art et la musique.

Ces atouts ne doivent toutefois pas nous faire perdre de vue l'immensité des défis qui restent à relever. Nous devons travailler pour mettre le milliard d'Africaines et d'Africains que nous sommes à l'abri de la peur et à l'abri du besoin. Nous devons prendre à bras le corps la problématique du chômage des jeunes pour valoriser leur potentiel économique au service du développement. Ceci est d'autant plus impératif que cette frange représente plus de la

moitié de la population de l'Afrique subsaharienne en 2012 et devrait avoir la taille régionale la plus importante au monde devant l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud en 2050.

Aujourd'hui, environ 62 % de la population globale de l'Afrique se situent en-dessous de 35 ans et plus de 20 % ont entre 15 et 24 ans. A l'horizon 2020, plus de soixante-dix pour cent de la jeunesse africaine auront moins de vingt ans.

L'Afrique voit environ 10 millions de jeunes africains arriver chaque année sur le marché du travail. Beaucoup de ces jeunes sont encore mal préparés pour ce marché, eu égard aux faiblesses persistantes de nos systèmes éducatifs. Il en résulte notamment que 71 % des jeunes africains survivent avec moins de 2 dollars au quotidien.

Les péripéties et développements du « printemps arabe », notamment en Tunisie et en Égypte sur le continent, ont confirmé que des solutions doivent être apportées en priorité aux préoccupations et inquiétudes légitimes de cette composante majoritaire de la société qu'est la jeunesse : elle devient de plus en plus pauvre, de plus en plus mécontente, parfois même, de plus en plus militante, voire se radicalise.

Dans un monde qui a basculé dans une globalisation effrénée avec entre autres, son lot de modes de vie nouveaux liés à la starisation, à la dévalorisation de l'effort et du travail au profit de l'enrichissement et du gain faciles ainsi que de l'oisiveté, beaucoup de jeunes de pays en développement et pas seulement africains, se projettent pour ce qui est de leur avenir, dans ce qu'ils croient être l'Eldorado, souvent l'Europe et les États-Unis et sont disposés à aller jusqu'au bout pour y arriver, fût-ce au péril de leur vie, ayant eu le sentiment de n'avoir chez eux comme seules perspectives que déception, découragement voire un sentiment d'injustice assortie de révolte...

Déception pour ceux qui ont achevé leurs cursus et peinent à trouver un emploi correspondant à leurs qualifications. Découragement de ceux qui se retrouvent sans diplôme et sont voués à des emplois précaires. Sentiment d'injustice et de révolte enfin pour ceux qui sont privés de tout espoir et ont le sentiment d'être oubliés, ignorés et rejetés par la société...

Cette situation constitue une préoccupation constante pour l'ensemble des décideurs africains. En effet, les dirigeants du continent renforcent les efforts jusqu'ici déployés par l'Afrique pour la création et la promotion de conditions adéquates en vue d'une meilleure considération et prise en charge des besoins de la jeunesse africaine ainsi que de sa situation. Ceci s'est traduit depuis quelques années par de nombreuses actions et activités entreprises un peu partout sur le continent.

Mesdames et Messieurs,

L'Afrique veut mener et gagner le combat du renforcement de la compétitivité de ses jeunes talents dans l'arène internationale. Chacun sait qu'avec son énergie, sa capacité d'innovation et d'initiatives, sa créativité ainsi que ses aspirations, en somme son potentiel, la jeunesse représente un capital qu'aucun État ni aucune société ne peut se permettre d'ignorer ni de dilapider.

Elle est une force motrice et une ressource essentielle du développement durable tant au niveau national que continental pour l'Afrique. Par les valeurs qu'elle porte et affirme, la jeunesse participe de surcroît aux changements et mutations de la société.

Nous en Afrique, nous croyons en nos jeunes, nous croyons fortement que l'avenir repose très largement sur leur dynamisme, leur enthousiasme, leur énergie, leur courage. Les jeunes sont en effet les dirigeants et les responsables de demain. Les fondements de l'Afrique se trouvent dans leurs idées, dans ce qu'ils vont entreprendre. Porteurs d'avenir, ils sont les vecteurs de l'émergence d'une Afrique où il fait bon vivre, une Afrique à l'abri du besoin et une Afrique à l'abri de la peur.

Cela nous donne de nombreuses raisons d'être optimistes quant aux perspectives mais ce défi ne peut être relevé sans une réforme de notre système d'éducation, sans un repositionnement de nos Universités, devenue des Universités de masse, servie par une pédagogie de masse avec une cohorte de problèmes qui mettent une pression accrue sur les ressources de l'Etat.

Nous devons créer, nous devons inventer ou apprendre des autres ce qui sied à notre contexte et à notre stade de développement.

Les pays asiatiques ont su intelligemment résoudre ce problème de paupérisation de l'université en assumant une parfaite symbiose entre l'économie, la société et l'éducation.

Il est urgent pour nos pays, pris individuellement ou collectivement, d'aller vers une politique agricole cohérente et surtout volontaire, adossée à une vision industrielle du développement, seule capable de fournir en quantité et en qualité, des emplois à cette jeunesse. L'amélioration des conditions de vie dans les campagnes et une politique d'incitation des jeunes à s'y installer pour s'auto-employer et y créer des emplois à leur tour est une autre urgence face à la difficile question du chômage des jeunes. Dans un élan régional ou continental, nous devons prendre conscience que la taille des marchés, la qualité des infrastructures, la rapidité des moyens de transport, démultiplie la création des richesses. L'Afrique et ses Etats ne peuvent créer de nouveaux îlots de prospérités s'ils ne s'engagent pas dans une politique de transformations des matières premières, capable de fournir ce vaste marché de plusieurs millions d'âmes en produits finis et tourner petit à petit le dos à la politique de rente et d'exportation de matières premières brutes. L'émergence et la transformation de l'Afrique et son repositionnement dans le concert des nations est à ce prix.

Dans cet esprit, des Communautés économiques régionales (CER) sont mises en place dans toutes les sous-régions du Continent. Il en est de même de nombreux instruments de développement concerté et solidaire :

- le Mémoire d'accord sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique (CASSDCA) ;
- le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) ;
- la Déclaration sur la gouvernance politique, la gouvernance économique et la gouvernance des entreprises.

Par ces Actes, les Etats africains affirment une volonté politique forte qui révèle, à suffisance, leurs ambitions pour les peuples du Continent et consacre leur engagement à promouvoir la démocratie et ses valeurs fondamentales que sont : la justice, l'égalité, l'honnêteté, la transparence, l'obligation de rendre compte, la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques, entre autres.

Faire émerger leur Continent, le faire bouger est un désir ardent inscrit au cœur des Africains.

L'émergence de l'Afrique en ce siècle n'est pas un mythe.

Les Africains sont hautement conscients que l'unité politique territoriale du Continent est la condition première de son véritable développement, de sa grandeur et de sa puissance. Aussi entendent-ils s'atteler davantage à la réalisation de cette unité. Il s'agit d'une tendance de fond que les divergences et les disparités actuelles ne sauraient oblitérer. Œuvre de longue haleine, aux modalités diverses, mais œuvre incontournable. Il s'agit d'un défi, d'un véritable défi pour les peuples d'Afrique.

Je vous remercie.